



A usage unique de : **Valérie FORESTIEZ**

Après la note de cadrage du MESR, comment se déploie la formation des étudiants à la transition écologique ?

Le ministère de l'Enseignement supérieur publiait une note de cadrage, en juillet 2023, pour former à la transition écologique les étudiants du 1er cycle : depuis, où en sont les universités et grandes écoles sur son appropriation ? Le chemin à parcourir est-il encore long ? À l'occasion d'une rencontre nationale organisée par le ministère le 7 décembre 2023, Polytech Montpellier, l'Insa Lyon et l'université Paris-Saclay ont partagé leurs avancées et leurs difficultés. Tandis que l'Uved a identifié ses priorités comme l'intégration de ces enjeux dans chaque discipline.

À l'occasion de la journée nationale de la transition écologique pour un développement soutenable dans l'ESR, organisée par le ministère en charge de l'Enseignement supérieur le 7 décembre 2023, une table ronde était dédiée à la formation des étudiants et des enseignants. Pour rappel, "au plus tard en 2025", chaque étudiant de l'enseignement supérieur public et privé d'intérêt général devra bénéficier d'un socle de connaissances et compétences "globales, transversales et pluridisciplinaires" sur les enjeux liés à la transition écologique.

"Nous avons un défi à relever dans un délai qui n'est pas si long. La question qui se pose aujourd'hui : comment passer à l'échelle ?", souligne Laure Vagner-Shaw, cheffe du service de la stratégie des formations et de la vie étudiante, adjointe de la Dgesip. Pour ce faire, le ministère avait rendu publique une note de cadrage sur la formation des étudiants en juillet 2023, qui préconisait, entre autres, un enseignement de 30 heures de cours minimum sur ce sujet, et mettait en avant des outils pédagogiques à travers la plateforme Uved. Plus récemment, des groupes de travail sur la formation des enseignants ont débuté à la rentrée 2023, et se découpent "en trois grands temps" : un socle commun à mettre en place au niveau de l'enseignement, la formation des formateurs, et l'intégration de ces enjeux dans les disciplines, décrit Laure Vagner-Shaw.



Lire aussi

| [Transition écologique : que contient le cahier des charges du socle de connaissances et de compétences proposé par le MESR ?](#)

La pédagogie par projet, une dimension clé

Où en est le déploiement de ces enjeux dans la formation des étudiants ? Nicolas Freud, directeur en charge de la transformation socio-écologique de l'Insa de Lyon, résume la situation en une phrase : "Il y a beaucoup de potentiel mais il faut se donner les moyens de ses ambitions." Lionel Torres, directeur de Polytech Montpellier, partage le même avis : "Nous sommes tous dans le train mais nous cherchons encore un peu le conducteur et les rails. Il y a tout de même une belle impulsion."

"Nous avons anticipé le cadrage du ministère, notamment en ce qui concerne la gouvernance même de **Polytech Montpellier**", raconte Lionel Torres. Les différents éléments avaient déjà été mis en place "graduellement". Néanmoins, l'école d'ingénieurs publique évolue dans "un système avec de multi-contraintes" : "On ne peut pas changer des orientations pédagogiques du jour au lendemain, il faut du temps pour qu'il y ait de l'acceptabilité, mais pour autant il faut aller vite pour une mobilisation citoyenne", pointe-t-il.

L'école a créé un socle commun de connaissances et compétences, qui représente une centaine d'heures sur les cinq années d'études, et qui englobe des enseignements scientifiques et des SHS. "Nous avons mis en place un parcours qui va de la sensibilisation, à la formation puis à l'application. Ce qui est intéressant, c'est de réfléchir sur une dimension de plusieurs années pour une meilleure cohérence", estime Lionel Torres. Il insiste aussi sur "un vecteur" essentiel pour enseigner la transition écologique : la pédagogie par projet qui fait appel à différentes compétences et disciplines, et qui permet un enseignement "systémique".

Lola Domergue, responsable plaidoyer pour le Reses, considère également que les seules compétences empiriques peuvent avoir "un effet contreproductif" : "Il faut donner les capacités d'agir derrière sinon on se retrouve impuissant. L'approche par compétences est très importante. Il faut un volet projet dans les cours pour se saisir des enjeux."

Des changements d'échelle depuis trois ans

À **l'université Paris-Saclay**, le choix s'est porté sur la création d'un Spoc depuis 2020 pour former 2 000 étudiants par an. Ce module, pluridisciplinaire, comprend 20 heures d'enseignement et 2 ECTS. "Nous ressentons aujourd'hui le besoin de le faire évoluer, notamment car les étudiants qui arrivent en licence ont eu plus de formation sur ces sujets et ont le sentiment qu'on leur redit toujours la même chose, nous travaillons donc davantage maintenant sur le niveau master", explique Sophie Szopa, vice-présidente en charge du développement soutenable. L'université prévoit aussi de déployer le Sullitest à l'entrée de la licence et du master "pour cartographier les compétences et permettre aux étudiants de saisir toute la diversité du développement soutenable".

Du côté de **l'Insa Lyon**, le changement d'échelle s'est opéré en 2020, avec le vote de notes de cadrage fixant l'objectif d'arriver à 12 ECTS dédiés aux enjeux socio-écologiques sur les cinq années et 12 autres ECTS sur l'intégration de ces enjeux dans les disciplines, explique Nicolas Freud, directeur adjoint de l'Insa Lyon en charge de la transformation socio-écologique. "Depuis, nous avons bien avancé. En 1re et 2e années, nous avons mis en place un module enjeux de la transition écologique de 50 heures et 4 ECTS en travaux dirigés, soit en 1re année 800 étudiants répartis en 32 groupes", décrit-il. L'enjeu est de former tous les étudiants avec "un tronc commun obligatoire". En revanche, l'école s'estime "moins avancée" dans le déploiement des enjeux à l'intérieur des disciplines "car il faut accepter d'ajouter des objectifs extra-disciplinaires". Au total, 8 % de la maquette doivent être dédiés à ces sujets sur cinq ans (environ 300 heures).

Des moyens financiers peu élevés mais un manque de temps et de personnels dédiés

Cela représente "1 % du service des enseignants" : "C'est-à-dire que si nous considérons les décharges dont bénéficient les collègues, nous avons consacré une enveloppe très significative de l'ordre de 1 500 heures par an. Ce sont environ entre 150 et 200 enseignants qui sont impliqués sur ce chantier", chiffre-t-il. "Ce sont des moyens conséquents mais qui restent relativement faibles" par rapport à l'ensemble, estime Nicolas Freud. L'un des "leviers majeurs" est le recrutement d'un personnel dédié, pour "accélérer très fortement la dynamique d'une équipe", juge-t-il.

Polytech Montpellier a bénéficié de l'appel à projet "Muse" qui lui a permis d'obtenir une enveloppe de 350 heures pour pouvoir développer les sujets liés à la transition écologique. "L'engagement des enseignants dans ce domaine représente finalement un petit budget sur des ressources propres", reconnaît également Lionel Torres. En réalité, "ce qui manque le plus, ce sont des bras formés". Il faut aussi porter une réflexion sur le doctorat "pour préparer les futurs enseignants-chercheurs à prendre en compte la transition écologique dans leur métier".

À l'université Paris-Saclay, le montage du Spoc s'est fait sur ressources propres. "Nous envisageons des congés pédagogiques pour des enseignants qui voudraient créer des modules plus adaptés à leurs thématiques", précise Sophie Szopa. En revanche, "sur l'enjeu d'embarquer tout le monde et de former l'ensemble de la communauté, nous n'avons clairement pas les enveloppes pour dégager des heures de service et les financer avec les moyens qui nous sont alloués aujourd'hui".

"La priorité, ce sont les déclinaisons disciplinaires" (Uved)

Également présente à la table ronde, Delphine Pommeray, directrice de la **Fondation Uved**, rappelle que l'université virtuelle est "un lieu de co-construction, de co-production et de mutualisation des ressources". L'Uved est là "pour accompagner les établissements à intégrer les enjeux de transition écologique dans leur offre de formation en mettant à disposition des enseignants des ressources pédagogiques à utiliser comme support ou comme complément à leur enseignement".

"Vu le contexte économique, les difficultés rencontrées et la faible disponibilité des enseignants-chercheurs, il est grand temps qu'on co-construise, qu'on mutualise et qu'on partage. Il faut faciliter l'accès, le repérage, l'utilisation de toutes les ressources pédagogiques numériques, à la fois nombreuses et diversifiées. Il faut essayer de les rassembler - avec toujours une exigence de rigueur scientifique - et de proposer des contenus répondant aux besoins et attentes des profils utilisateurs", développe-t-elle.

Maintenant, "la priorité, ce sont les déclinaisons disciplinaires à ces enjeux de transition écologique", estime Delphine Pommeray. "Au-delà de l'enseignement commun, et pour embarquer un maximum d'enseignants et accélérer cette dynamique, il faut produire des déclinaisons disciplinaires en se posant la question comment telle discipline contribue à la transition écologique et comment celle-ci impacte cette discipline. Et c'est là où l'implication d'un maximum d'enseignants-chercheurs de disciplines différentes est essentielle", juge Delphine Pommeray.

Dans l'amphithéâtre, Virginie Laval, présidente de l'université de Poitiers, fait part d'une remarque : "Nous dépensons beaucoup d'énergie chacun de notre côté sur ce sujet alors qu'ensemble nous serions plus forts ! Pourquoi n'y allons pas collectivement ?" Pour Lionel Torres, les enseignements sur ces enjeux "n'appartiennent à personne". Il est en effet "important d'avoir un partage et une transmission" grâce à l'Uved mais aussi via d'autres dispositifs.

"C'est beaucoup d'énergie à déployer, c'est pourquoi il faut s'appuyer sur des réseaux comme celui Polytech", avec des écoles qui essaient d'avancer ensemble sur les compétences, la certification ou encore la formation des formateurs ([lire sur AEF info](#)), dit-il. De même, le groupe Insa partage des objectifs communs, et travaille par exemple actuellement sur le sujet de l'intégration de ces enjeux dans les disciplines ([lire sur AEF info](#)). Lionel Torres ajoute : "Nous sommes au début, il y aura des erreurs et des retours en arrière d'où l'impératif de la mutualisation."

L'enseignant doit "descendre de sa tour d'ivoire"

Sur la formation des enseignants, Nicolas Freud (Insa Lyon) explique que le déploiement du module interdisciplinaire a permis "l'apprentissage entre pairs". "Les enseignants ont appris en faisant. C'est long et difficile mais cela fonctionne. Ils sont désormais à l'aise devant les étudiants", témoigne-t-il.

Il insiste sur un autre point : "On demande aux enseignants d'enseigner de nouvelles choses sur le plan disciplinaire mais ce sont aussi des questions socialement vives. Il ne s'agit pas d'enseigner le climat ou la biodiversité mais les enjeux à la transition écologique. Ce qui met forcément en difficulté les enseignants, qui ne sont pas à l'aise, pas habitués, et qui ne veulent pas nécessairement aller sur ce terrain-là. Or ce sujet est politique, il faut donc déployer une pédagogie du débat et de l'enquête, et descendre de sa tour d'ivoire pour trouver une nouvelle posture", plaide-t-il.

AEF info est un **groupe de presse professionnelle numérique et organisateur d'évènements**. AEF info produit tous les jours une information de haute qualité qui mobilise une équipe de **80 journalistes** spécialisés permanents à Paris et en régions.

C'est un outil de travail, d'aide à la décision, d'information et de documentation utilisé tous les jours par plus de **20 000 professionnels et 2 000 organisations abonnées** (médias, institutions, collectivités territoriales, entreprises, fédérations, syndicats, associations).

5 SERVICES D'INFORMATION, 18 DOMAINES ET 2 HEBDOS

Les cinq services d'information spécialisés d'AEF info diffusent (Social RH, Enseignement Recherche, Développement durable, Habitat & urbanisme, Sécurité Globale) à leurs abonnés un service d'information continue par courrier électronique et via l'application mobile. Être abonné à ces services, c'est avoir l'assurance d'être informé rapidement, précisément et objectivement des faits essentiels.

[Cliquez ici pour tester gratuitement les services d'information AEF info](#)
